

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
17 de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le **13 AVR. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET

Les Lames
89600 ST FLORENTIN

Références : **2 2 0 2 9 5**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2022 dans l'établissement SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET, implanté Les Lames - 89600 ST FLORENTIN. L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRES ET ENTREPRISE COLOMBET
- Les Lames - 89600 ST FLORENTIN
- Code AIOT dans GUN : 0025500003
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation contrôlée est une carrière de graves alluvionnaires. Ces graves alluvionnaires sont recomposées avec d'autres matériaux et utilisés essentiellement pour les bétons.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité à l'arrêté d'autorisation, et notamment phasage, garanties financières et niveaux sonores.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Production annuelle maximale autorisée	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 2	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 8.1	/	Sans objet
Information du public	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 14	/	Sans objet
Zone en cours d'exploitation ceinturée par un dispositif formant obstacle	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 15	/	Sans objet
Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 17	/	Sans objet
Bande de protection des 10 m, et de 50 m par rapport à l'Armançon	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 19	/	Sans objet
Extraction : Épaisseur	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 21.1	/	Sans objet
Extraction des matériaux à sec	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 21.2	/	Sans objet
Phasages	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 21.3	/	Sans objet
Registre de suivi de la destination des matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 21.6	/	Sans objet
Stockage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 22	/	Sans objet
Préservation du champ d'inondation : stockage des terres végétales	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 27.1	/	Sans objet
Contrôle des niveaux sonores annuellement	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 28.3	/	Sans objet
Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 30	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation est exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Production annuelle maximale autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Production annuelle maximale autorisée
Prescription contrôlée : La carrière est destinée à l'extraction de matériaux alluvionnaires à raison d'une production brute annuelle moyenne de 40 000 tonnes, ne pouvant excéder 45 000 tonnes.
Constats : La production a été de : <ul style="list-style-type: none">- 43 000 tonnes en 2021- 33 000 tonnes en 2020- 31 000 tonnes en 2019- 28 000 tonnes en 2018- 27 000 tonnes en 2017
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 8.1
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Prescription contrôlée : Selon les modalités définies à l'article 21 et le plan annexé, l'exploitation se déroule en 4 périodes successives. La remise en état doit être strictement coordonnée à l'avancement des extractions. Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site à un moment quelconque de l'exploitation, il est fixé comme suit : Périodes / Montants 0 à 5 ans / 52 440 € TTC 5 à 10 ans / 67 320 € TTC 10 à 15 ans / 48 450 € TTC 15 à 20 ans / 44 520 € TTC Les garanties financières doivent être données pour une période d'une durée de 5 ans au moins.
Constats : L'exploitant a présenté la convention de garanties financières passées avec la banque populaire Bourgogne-Franche-Comté, prenant effet le 01/09/2018 et expirant le 31/08/2023, pour un montant de 64 245 €, correspond au montant réactualisé pour la phase 3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 14
Thème(s) : Situation administrative, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : L'inspection a constaté que le panneau d'affichage était en place, en bon état, et qu'il contenait les informations attendues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Zone en cours d'exploitation ceinturée par un dispositif formant obstacle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 15
Thème(s) : Autre, Zone en cours d'exploitation ceinturée par un dispositif formant obstacle
Prescription contrôlée : La zone d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules (clôture périphérique ou équivalent). Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
Constats : L'inspection a constaté que la zone d'exploitation était ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par une grille maintenue fermé en dehors des heures d'exploitation. Des pancartes mentionnant l'interdiction du chantier au public sont en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès à la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 17
Thème(s) : Autre, Accès à la voirie
Prescription contrôlée : 17.1 — Le débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voie publique doit être signalée et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. [...] 17.3 — Le chemin d'accès doit être empierré sur 150 mètres de façon à éviter tout apport de terre sur la RD n°78. 17.4 — L'exploitant doit nettoyer la chaussée en cas de besoin.
Constats : L'inspection a constaté que : - le débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voie publique est signalé, - le chemin d'accès est empierré de façon à éviter les apports de terre sur la RD78, - la chaussée était propre au niveau du débouché de la voie de desserte.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bande de protection des 10 m, et de 50 m par rapport à l'Armançon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, Bande de protection des 10 m, et de 50 m par rapport à l'Armançon
Prescription contrôlée : [...] En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée. De plus, aucune extraction ne doit être réalisée <i>a minima</i> à moins de 50 mètres de l'Armançon. Cette distance est définie par rapport à la berge la plus proche.
Constats : L'inspection a constaté que ces distances étaient respectées dans les zones visitées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction : Épaisseur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 21.1
Thème(s) : Situation administrative, Extraction : Épaisseur
Prescription contrôlée : L'épaisseur autorisée maximale d'extraction des alluvions est de 1,9 mètre. En aucun cas, l'extraction ne doit avoir lieu en dessous de la cote de 90,70 m NGF.
Constats : L'inspecteur a constaté que l'épaisseur maximale d'extraction des alluvions n'excédait pas 1,9 mètre. D'après le plan d'extraction mentionné à l'article 30 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, le plafond d'extraction à la cote de 90,70 m NGF est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction des matériaux à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 21.2
Thème(s) : Risques chroniques, Extraction des matériaux à sec
Prescription contrôlée : Le rabattement de la nappe pour l'extraction des matériaux alluvionnaires est interdit. Après réalisation de la découverte sur une épaisseur moyenne de 0,75 mètre, les matériaux sont, selon le dossier de demande, extraits à sec à l'aide d'une pelle hydraulique. L'exploitation en eau est interdite.
Constats : L'inspection n'a pas constaté d'inspection en eau le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Phasages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 21.3
Thème(s) : Situation administrative, Phasages
Prescription contrôlée : Selon le dossier de demande, l'exploitation doit se dérouler en 4 phases quinquennales successives (voir annexe 1). L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (excavation) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.
Constats : L'exploitant déclare que l'exploitation en cours empiète simultanément sur les phases 2bis et 3 définies en annexe 1 de l'arrêté d'autorisation, ce que l'inspecteur a constaté au moment de la visite. La mise en œuvre effective de l'exploitation simultanément sur les phases 2bis et 3 est cohérente en termes de circulation, de sécurité, d'extraction des matériaux et de remise en état au fil de l'avancement de l'exploitation. Le montant des garanties financières de la phase 3 est supérieur au montant défini dans la phase 2, et couvre donc de manière suffisante le phasage réellement mis en œuvre. L'exploitant déclare que la prochaine phase d'exploitation empiètera simultanément sur les phases 3 et 4 définies en annexe 1 de l'arrêté d'autorisation, dont les périmètres seront légèrement différents de ceux présentés dans l'annexe. La prescription mentionnant que l'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (excavation) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés est respectée. Les travaux de remise en état sont effectués au fil de l'avancement de l'extraction.
Observations : Le plan de phasage annexé à l'arrêté d'autorisation pourrait utilement être mis à jour à l'occasion du prochain renouvellement des garanties financières. Le montant des garanties financières pourrait être modifié en conséquence, notamment en prenant en compte le plan de phasage actualisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre de suivi de la destination des matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 21.6
Thème(s) : Situation administrative, Registre de suivi de la destination des matériaux extraits
Prescription contrôlée : L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre est renseigné hebdomadairement durant la campagne doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le suivi est réalisé sur l'installation de traitement de BEAUMONT. Les informations sont enregistrées dans la base de donnée des ventes des clients, avec le détail des matériaux vendus. L'exploitant a présenté l'ensemble des ventes réalisées en mars 2022, permettant de vérifier les destinataires des matériaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage des matériaux
Prescription contrôlée : Le stockage des matériaux doit se faire sur une hauteur d'au plus 2,50 mètres ; il est interdit pendant la période des plus hautes eaux.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de zone de stockage de matériaux de plus de 2,50 mètres. La visite ne s'est pas déroulée en période de plus hautes eaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Préservation du champ d'inondation : stockage des terres végétales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 27.1
Thème(s) : Risques chroniques, Préservation du champ d'inondation : stockage des terres végétales
Prescription contrôlée : Le stockage des terres végétales sous forme de merlon transversal à l'Armançon est interdit ; excepté pendant la phase 1 en limite est où des merlons ajourés peuvent être mis en place conformément aux dispositions de l'article 28.4 du présent arrêté.
Constats : La zone d'exploitation au jour de l'inspection est éloignée du champ d'inondation de l'Armançon.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle des niveaux sonores annuellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 28.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores annuellement
Prescription contrôlée : Les contrôles des niveaux sonores et du respect de l'émergence dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers doivent être réalisés dès l'ouverture de la carrière et au moins annuellement.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des niveaux sonores relatif aux mesures réalisées en mars 2022. Les critères réglementaires de bruit sont respectés : émergence de +1,0 dB(A) en zone à émergence réglementée, 50 dB(A) en limite de propriété.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2005, article 30
Thème(s) : Situation administrative, Plan d'évolution
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 mètres ,- la position des fronts,- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs,- les zones de remise en état,- la position des ouvrages visés à l'article 19 et, si il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan doit être mis à jour une fois l'an et doit être transmis à l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant a présenté le plan en date du 15 février 2022. Le plan est conforme à la prescription.
Observations : Le plan n'a pas été transmis annuellement à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet